

Rapport introductif de Roger BOURDOULEIX

Conseil départemental du 6 Septembre 2011

Je pense que vous avez été, comme tout un chacun, tenu en haleine par les feuilletons de l'été, non terminés d'ailleurs, et qui ont donné à l'actualité un ton de télé-réalité au suspens à vous couper le souffle ! D'abord l'affaire DSK, ensuite l'insoutenable angoisse de savoir si on allait réussir à rassurer les marchés financiers, puis, tout aussi incertaine et pleine de suspens la primaire du PS, et maintenant DSK le retour ! Bref, tous les ingrédients réunis pour vous faire oublier plus belle la vie. Cela aurait prêté à sourire si l'actualité des français, la vraie cette fois ci, n'était pas aussi terrible.

Car la réalité implacable des chiffres c'est l'explosion du chômage, de la pauvreté, la baisse du pouvoir d'achat, la casse du service public, avec des milliers de suppressions d'emplois dans l'éducation, la santé, etc. ... Voilà les vraies préoccupations de nos concitoyens, bien loin des sujets médiatiques de cet été qui ont envahis nos journaux et nos ondes.

Comment ne pas se révolter devant ce matraquage insupportable sur la dette des Etats et des déficits publics, faisant ainsi porter les responsabilités de la crise financière sur les dépenses sociales ? Comment ne pas se révolter face à cette culpabilisation des peuples, alors que le système crée misère, précarité, chômage dans le monde entier, tandis que les riches sont toujours plus riches ? C'est bien le système capitaliste qui est en crise et c'est ce système qu'il faut dépasser et non l'inscrire dans le marbre des constitutions comme veulent le faire Sarkozy et Merkel avec leur règle d'or.

En France, comme partout ailleurs, les conséquences de cette politique ultra libérale sont de plus en plus catastrophiques pour les salariés et ceux qui voudraient bien l'être. C'est ainsi que le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi atteint le chiffre vertigineux de 4 128 000. Toutes les catégories de la population sont concernées mais les plus touchées sont les jeunes femmes de moins de 25 ans, les salariés de 50 ans et plus et les chômeurs de longue durée. A noter que ces chiffres, déjà terribles, sont bien en dessous de la réalité puisqu'il faut ajouter les dizaines de milliers de personnes non inscrites à Pôle Emploi ou radiées (les radiations sont en constante augmentation) et l'ensemble des emplois précaires.

Comment s'étonner, dans ce contexte, que la pauvreté dans ce pays atteigne des chiffres inacceptables à notre époque et continue à progresser régulièrement ? C'est plus de 8,2 millions de gens dans ce pays qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 954€ par mois. Ces chiffres INSEE datant de 2009, on peut penser sans risquer de se tromper qu'ils ont encore augmenté aujourd'hui. Toujours en 2009, la moitié des Français vivait avec moins de 1590€ par mois. Julien LAUPRETRE, président du Secours Populaire précisait d'ailleurs que « les chiffres INSEE étaient en dessous de la réalité et que le recours à l'association augmentait sans cesse. » Des pauvres deviennent de plus en plus pauvres, mais il y a aussi des personnes qui ne s'attendaient pas à ce qui leur arrive : cadres, petits commerçants, petits artisans, ... Ce phénomène va de pair avec l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres, soit en situation de précarité dans l'emploi (CDD, intérim, temps partiel) dans certaines professions comme le commerce on voit des contrats de 10H, soit avec des

conditions de rémunération qui ne permettent plus de vivre compte tenu des hausses des charges fixes (logement, énergie, alimentation, ...). Les jeunes n'ont jamais été aussi nombreux à se tourner vers les associations caritatives.

Au XX siècle, une telle situation est intolérable et gravissime pour l'avenir des générations futures. Il est aussi intolérable et criminel que devant une telle situation sociale la nouvelle directrice du FMI et ancienne ministre des finances préconise de renforcer la rigueur.

Mais le fait que Dominique Strauss Khan et l'ensemble des socialistes ne tarissent pas d'éloges sur Christine Lagarde, en allant jusqu'à déclarer qu'elle était la meilleure directrice du FMI qu'on pouvait trouver, n'est pas sans poser de questions au regard de la politique qu'elle a menée en France et de ses résultats.

Dans le même temps l'INSEE annonçait fin août une croissance nulle pour l'économie française et il n'y a guère que François BAROIN pour être optimiste et maintenir sa prévision de croissance à 2% en 2011.

A la vérité les principaux responsables de la situation économique française sont au gouvernement. Ce bilan est le leur. Il a pour origine tout l'argent public détourné vers les banques, vers les exonérations fiscales et de cotisations sociales qui représentent quelques 130 milliards d'Euros tous les ans.

Un exemple frappant, non seulement de l'inefficacité mais des conséquences néfastes de la gestion de la crise par Sarko (gestion dont il fait un argument) est la situation de Renault qui impute officiellement la baisse de ses ventes en France à des « contraintes d'approvisionnement ». En vérité les capacités de production et les effectifs dans l'hexagone ont été trop réduits et la mobilisation des aides publiques pour aider l'industrie automobile pendant la crise, a été opérée sans critères sociaux, tant et si bien que la relance a, certes permis de redresser le rentabilité des groupes mais contre les salaires et l'emploi avec une progression des délocalisations de production. Voilà ce qui explique le déficit de véhicules français en France et la progression des exportations. L'argent public a financé les délocalisations.

Les exemples de la contre productivité de la politique de Sarkozy et de ses cadeaux aux capitaux privés pourraient être multipliés à l'envie. Ce véritable détournement de fond est assorti d'un plan d'austérité concocté à base de Révision Générale des Politiques Publiques, du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux et de pression à baisse constante du pouvoir d'achat.

La croissance nulle de la France n'est pas le fruit du hasard mais bien la conséquence de leur politique. François Fillon a fait sa rentrée en commençant par accorder à la politique gouvernementale un insupportable satisfecit. Alors que des millions de jeunes souffrent du chômage et de la précarité, il se réjouit de la destruction de 130 000 emplois publics, des 15 milliards de réduction des dépenses publiques réalisée grâce à la RGPP, de l'asphyxie des collectivités territoriales.

Fier de son bilan calamiteux, le Premier ministre annonce un nouveau plan de super austérité de 11 milliards d'euros. Une fois encore, il ne cherche qu'à satisfaire les marchés financiers et sacrifie l'avenir du pays. Il annonce par avance l'échec de sa politique en programmant un

nouveau recul des prévisions de croissance en 2011 comme en 2012 et reconnaît que les politiques menées ces trois dernières années ont fait exploser les déficits.

Le plan d'austérité annoncé va encore aggraver l'injustice sociale. Le seuil de tolérance de cette politique injuste et inefficace est largement dépassé. Personne n'est abusé, la « contribution exceptionnelle des hauts revenus » n'est qu'un pare-feu – ne représentant que 200 millions d'euros de recettes prévues – une goutte d'eau sur les 11 milliards d'économies qui vont être infligés. Ce geste a des allures de *charity-business* plutôt abject puisqu'en contrepartie, la Sécurité sociale et les droits sociaux sont en ligne de mire, avec dans un premier temps l'augmentation de la taxation des conventions d'assurance qui coûtera 1,2 milliard aux assurés. L'augmentation de la taxation sur le tabac, l'alcool, les sodas ou encore les déremboursements nouveaux envisagés vont d'abord pénaliser les revenus les plus modestes. Aucune des mesures annoncées ne restaurera la croissance ni l'équilibre des comptes publics ! En plaidant à nouveau pour l'inscription de la règle d'or dans la Constitution de notre pays, François Fillon en appelle à se plier à la dictature des marchés.

En cette rentrée 2011, la mobilisation est plus que jamais nécessaire pour imposer des mesures qui prennent radicalement le contre-pied de ce plan d'austérité, en favorisant le pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires des Français, en taxant fortement la spéculation et les revenus du capital, en mettant réellement fin aux exonérations sociales et fiscales. Notre seule règle d'or doit être l'humain d'abord, pas la finance !

Pour le PCF, éradiquer le chômage et l'insécurité sociale exige de cesser de verser des aides publiques aux entreprises qui licencient et délocalisent alors que leurs marges bénéficiaires s'accroissent ; cela exige de rompre avec la réduction des dépenses publiques et la casse de l'emploi public et de titulariser les 800 000 précaires de la Fonction publique ; cela exige de réorienter les profits vers les investissements productifs et non la spéculation.

La règle d'or si chère à Nicolas Sarkozy et voulue par le FMI, la BCE et la Commission européenne a pour objectif de graver dans le marbre de notre Constitution la politique ultralibérale du chef de l'Etat et de son gouvernement alors que c'est le droit au travail et à l'emploi de tous les citoyens qui doivent y être réaffirmés et renforcés.

Il faut rompre avec l'endettement sur les marchés financiers. Il faut impérativement cesser la fuite en avant généralisée dans l'endettement public auprès d'eux comme ne cessent de le faire les Etats Unis et l'Union Européenne. Il est urgent de rompre avec cette logique folle qui fait que désormais la dette publique mondiale approche les **40 millions de milliards de dollars** contre 29500 fin 2007, tandis que la croissance pique à nouveau du nez et que le chômage redouble.

Il faut au contraire, moyennant une création monétaire nouvelle massive des banques centrales et du FMI, faire reculer la domination des marchés financiers par un immense effort commun de promotion de l'emploi, de la formation, des salaires, de la protection sociale et des services publics en France, en Europe et dans le monde.

La BCE doit être profondément réorientée dans ce sens et être utilisée comme un outil au service du développement de l'emploi et des services publics, par exemple en prêtant à taux zéro aux Etats en difficultés en refinançant les banques sur la base de critères sociaux et environnementaux pour que la monnaie créée n'aille pas à la spéculation.

En France, il faut absolument refuser le prétendue « règle d'or » des finances publiques, remettre en cause les pactes de stabilité et de compétition et faire avancer l'idée d'un pôle public financier et de fonds publics régionaux, pour mobiliser un nouveau crédit sélectif, pour sécuriser l'emploi, la formation, les salaires, les retraites et une croissance réelle durable.

Aucune voix à gauche ne doit manquer pour faire barrage à la règle d'or qui, si elle était adoptée, remettrait en cause les droits démocratiques et en premier lieu le droit des français de pouvoir choisir la politique économique et sociale, la rupture politique qu'ils souhaitent.

Oui, il existe d'autres solutions que de faire payer les peuples et de réduire les dépenses sociales alors que les besoins sont de plus en plus. N'oublions pas que derrière les marchés financiers il y a des hommes et des choix politiques.

C'est cette bataille d'explication que nous devons mener sans plus attendre, dans les quartiers, sur les marchés, et surtout devant les entreprises.

Si j'ai développé un peu longuement cette question, c'est qu'elle sera à n'en pas douter au cœur de l'actualité politique et sociale des prochaines semaines et au cœur des campagnes à venir.

Avant d'aborder le point sur les élections législatives et sénatoriales, je voudrais évoquer deux sujets de l'actualité locale :

- Le conflit et la situation à la T2C :

Dans la déclaration de Jean NICOLAS faite au nom des élus communistes de la communauté d'agglomération en conseil d'agglomération de Clermont, nous avons réaffirmé notre attachement aux transports publics gérés par un service public de qualité, et notre opposition à l'entrée, même par la petite porte, de capital privé dans la gestion de nos transports. Les transports ne sont pas une marchandise à faire du profit et sa gestion ne peut être assurée que par des fonds publics.

Concernant la RATP Dev et les arguments de ses partisans et de son directeur dans La Montagne: RATP Dev est une filiale créée par la RATP dans un marché de plus en plus concurrentiel et qui a pour finalité de gagner des marchés face à ses concurrents comme Kéolis SNCF ou Véoia voire à terme des opérateurs européens. RATP Dev a d'ailleurs son pendant à l'international. Bien évidemment, si RATP Dev entre dans le capital, c'est bien sûr pour retirer des dividendes. Son directeur disait lui-même qu'il n'investirait pas à moins de 10% de rendement !

D'ailleurs s'il était juste question d'apporter son savoir-faire, comme le prétend GODARD et ses soutiens, pourquoi une entrée dans le capital est-elle préférée à une convention de coopération ? Bref on est loin des finalités du service public.

Depuis la déclaration de Jean, les interventions des élus communistes et de la fédération ont toujours été dans cette même logique, et c'est sur cette base que nous avons eu une rencontre très enrichissante avec les syndicats de la T2C.

Lors d'une conférence de Presse donnée jeudi dernier, Jean réaffirmait notre position et faisait la proposition d'étudier la faisabilité d'une SPL (Société Publique Locale). C'est une possibilité nouvelle donnée à 2 collectivités locales de se grouper pour gérer les transports, par exemple.

Une telle solution entre, par exemple, le Conseil Général et l'agglo, aurait pour mérite d'offrir une complémentarité et non une concurrence, comme s'est le cas actuellement entre T2C et Transdôme sur certaines portions de lignes.

Nous avons donc demandé que soit étudiée sérieusement la proposition des élus communistes et avons apporté notre total soutien aux salariés de la T2C qui mènent une lutte pour le service public. Nous avons d'ailleurs mis en garde contre la tentation qu'ont certains de répondre par le justice en recherchant l'illégalité du mouvement ou par la provocation en parlant déjà de réquisition.

- Puisque l'on parle de répression et de provocation, j'en arrive à l'autre point de l'actualité brûlante que je voulais aborder :

Le rassemblement du 7 septembre pour la défense des libertés syndicales, associatives et politiques. A l'origine de ce rassemblement : 2 militants CGT lors d'une manifestation à Moulins contre la réforme des retraites, sont intervenus pour s'interposer entre les CRS à l'attitude provocatrice et quelques manifestants agacés par cette provocation. Nos camarades ont alors été embarqués manu militari pour 7H de garde à vue et d'humiliations avec la bienveillance d'un préfet. Ce préfet, qui n'en est pas à son 1^{er} coup d'éclat en terme de répression syndicale, s'est fait remarquer pour avoir été témoin de moralité d'Eric Zemmour qui depuis, a été condamné pour injure raciale.

Les 2 militants ont été condamnés à 800€ d'amende par un juge, lui-même ancien policier, et passent en appel le 7 sept. Sur le Puy-de-Dôme, un appel unitaire des organisations syndicales, associatives et politiques dont nous sommes partie prenante, a été diffusé, et nous devons faire en sorte qu'un maximum de camarade soit présent à Riom et bien visible en tant que communistes.

J'en viens maintenant aux élections législatives et sénatoriales et l'état des négociations avec nos partenaires, sachant que nous avons envoyé l'information à tous les communistes disposant d'une adresse mail, à l'issue de la dernière rencontre.

Comme nous l'avions décidé ici en Conseil Départemental, Assemblée Départementale et Assemblée de Circonscription, nous avons maintenu notre exigence sur la 1ère circonscription. Je ne reprends pas les arguments que nous avons développé, mais je rappelle juste que si cela pouvait faire avancer la négociation et seulement dans ce cas là, nous étions prêt à laisser la tête de liste aux sénatoriales à Tony Bernard. Nous avons donc fini par trouver un accord avec le PG sur cette base là. L'accord est acté : Cyril CINEUX sera le candidat titulaire de la 1ère circonscription.

Pour ce qui est de la 4ème circonscription, le désaccord subsiste avec la GU qui réclame le titulaire, et est soutenue dans sa demande par le PG. Nous nous laissons du temps pour trouver un accord. De par son implantation politique, militante et électorale sur le bassin d'Issoire, Aubière, Les Martres de Veyre et Vertaizon, c'est légitimement que nous demandons le titulaire. Je tiens à rappeler brièvement que si nous sommes engagés pleinement et sans ambiguïté dans la démarche Front de Gauche, seule capable aujourd'hui d'ouvrir une perspective et une alternative, nous sommes bien dans une démarche de rassemblement de plusieurs forces, notamment du PCF, du PG et de la GU, dans lequel le PCF joue un rôle

important dû à son implantation tant militante qu'électorale, et que c'est bien ce rassemblement avec sa diversité qui fait la force du Front de Gauche.

Pour ce qui est des sénatoriales, la listes et la suivante :

Tony BERNARD (titulaire – Maire de Chateldon – Président du PNR Livradois Forez et vice président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale – 37 ans PG) et **Annie TALLARD** (suppléante – Maire de Bourg Lastic, vice présidente de la Communauté Sioulet Chavanon et vice-présidente de l'association des maires ruraux du Puy-de-Dôme – 75 ans, Divers Gauche).

Christine Thomas BICHON (Titulaire – Adjointe au maire de Beaumont, Présidente de l'ADECER – 58 ans PCF) et **Eric Dubourgnoix** (Maire de St Gervais sous Meymont, Conseiller Régional – 52 ans PCF).

Jean Claude JACOB (Titulaire – Conseiller municipal de Riom, vice-président de Riom Communauté et vice président du VALTOM – 66 ans PCF) et **Maité BALLAIS** (suppléante conseillère régionale – 25 ans GU).

Toujours en tenant compte de ce que j'ai dit avant, pas un vote ne doit manquer à la liste Front de Gauche.